



200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°4704 - LUNDI 4 MARS 2024



Les animateurs de la causerie-débat/Adiac

SÉCURITÉ CIVILE

L'intelligence artificielle dans la gestion des catastrophes

Le commandement de la sécurité civile a organisé, le 1er mars, à Brazzaville, dans le cadre de la Journée mondiale de la sécurité civile, une causerie-débat sur les thèmes « Les technologies innovantes » et « L'intelligence artificielle pour améliorer les prestations de la sécurité civile ». Les participants ont échangé sur l'usage des outils de l'intelligence artificielle tels les drones, les robots, les technologies 3D et les satellites dans l'amélioration des prestations de la sécurité civile en République du Congo.

Page 7

DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

Les industriels invités à s'installer dans les ZES



La visite des installations de l'ITE/Adiac

La direction générale de la diversification économique a entamé, depuis le 1er mars, une campagne d'incitation des industriels à s'installer dans les zones économiques spéciales (ZES). Le premier pas a été marqué par l'entreprise ITE productrice de l'eau minérale Vival. « Nous

lançons un appel à la société ITE et aux autres industriels de pouvoir s'installer dans les ZES où les conditions d'affaires sont les plus attractives », a déclaré le directeur général de la diversification économique, Servais Packa.

Page 5

CANTINES SCOLAIRES

Des produits alimentaires pour les écoles de Kinkala

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a fourni, le 1er mars, dans le cadre de la Journée mondiale de l'alimentation scolaire, des produits locaux pour le fonctionnement des cantines scolaires des écoles publiques de Kinkala, chef-lieu

du département du Pool. Le soutien du PAM vise à inciter les élèves à apprendre et assurer la sécurité alimentaire des ménages vulnérables des zones rurales.

Page 5

DISPARITION

Pacifique Issoïbeka inhumé à Brazzaville



Décédé le 31 janvier dernier en France des suites d'une maladie, l'ancien vice-gouverneur de la Banque des Etats de l'Afrique centrale et ministre de l'Economie et des Finances, Pacifique Issoïbeka, a été inhumé le 2 mars au cimetière du centre-ville à Brazzaville. Peu avant la mise en terre de l'illustre disparu, le couple présidentiel et les corps constitués nationaux lui

ont rendu un hommage en présence de sa famille au Palais des congrès.

Page 2

Éditorial

Poursuivre

Page 2

ÉDITORIAL

Poursuivre

C'est une constante. La construction d'un pays est une œuvre de longue haleine guidée par une assiduité inébranlable. En dépit des aléas de toutes sortes, des effets de conjoncture, le Congo se dote lentement mais sûrement d'infrastructures destinées à renforcer son tissu économique et relever le niveau de vie de sa population.

Le séjour de travail que vient d'effectuer le président de la République à Pointe-Noire, la semaine dernière, s'est, en effet, traduit par une série d'actions qui expriment une volonté résolue de poursuivre cet engagement sans lequel les attentes toujours plus grandes, toujours plus diversifiées des Congolais ne sauraient être satisfaites.

Du lancement de la production-exportation du gaz naturel liquéfié dans le cadre du projet Congo GNL à l'accélération du développement de l'Agence de régulation des postes et des communications électroniques, en passant par l'amorce de l'assainissement des voiries urbaines de la capitale économique, ou encore la pose de la première pierre de l'université de Loango, dans le Kouilou voisin, l'agenda du chef de l'Etat était chargé.

Au cours de tous ces rendez-vous, les Ponténégrins étaient mobilisés pour voir et entendre dire. Il est un moment durant lequel leur attention est restée soutenue, et ils l'ont exprimé de fort belle manière le 28 février, à Loandjili, quand l'un des orateurs du jour, comme pour les prendre à témoin, a énuméré le nom des rues et avenues concernées par les travaux de bitumage/pavage, objet de la cérémonie présidée par le chef de l'Etat.

Par des applaudissements nourris, les Ponténégrins transmettaient le message de leur adhésion au projet d'aménagement des voiries urbaines de leur ville devant à terme bénéficier de 30 km de routes asphaltées ou pavées avant de se voir reliée à d'autres localités environnantes. Peut-être attendaient-ils depuis que se produise un déclin sur l'embellissement de Ponton-labelle, le nom de coquetterie de la ville océane ?

L'enseignement à tirer de ce séjour présidentiel, dans la deuxième ville du Congo, est qu'il est impérieux que la dotation du pays en infrastructures et équipements de base se poursuive sans relâche et que prenne corps un environnement national prospère, favorable à la consolidation du vivre ensemble.

Les Dépêches de Brazzaville

DISPARITION

Dernier hommage de la République à Pacifique Issoibeka

La nation reconnaissante a rendu un dernier hommage, le 2 mars, au Palais des congrès de Brazzaville, à l'ancien ministre de l'Economie, des Finances et du Budget, Pacifique Issoibeka, décédé le 31 janvier à Paris, en France, à l'âge de 83 ans.



Le couple présidentiel s'inclinant devant la mémoire de Pacifique Issoibeka DR

Emmenés par le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, et son épouse, Antoinette Sassou N'Guesso, les corps constitués nationaux ont témoigné leur reconnaissance envers l'ancien argentier congolais avant son inhumation au cimetière du centre-ville de Brazzaville. En effet, Pacifique Issoibeka a occupé les fonctions de ministre de l'Economie, des Finances et du Budget de janvier 2005 à septembre 2009. Né en 1941 à Mossaka, dans le département de la Cuvette, il fut directeur national de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) de 1998 à 2003. Il avait également remplacé le ministre Rigobert Roger Andely au poste de vice-gou-

verneur de la BEAC en janvier 2003, après sa nomination au cours de la Conférence des chefs d'Etat de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale. Selon des témoignages, Pacifique Issoibeka jouissait d'une réputation bien établie d'extrême sobriété financière, tant dans sa vie personnelle que professionnelle. Diplômé de l'École supérieure de commerce et d'administration des entreprises de Lyon, il était titulaire de plusieurs certificats en comptabilité, en administration des entreprises et en ingénierie commerciale. Entré à la BEAC à l'âge de 32 ans, il a gravi des échelons un à un. Gouverneur suppléant du Fonds

monétaire international et de la Banque africaine de développement, Pacifique Issoibeka connaissait bien des circuits internationaux. Beaucoup de gens ont trouvé en lui un homme simple que l'on voyait parfois assis sur un banc au coin d'une rue en compagnie de son chauffeur, un homme honnête qui avait pour habitude de reverser à la caisse le surplus de ses frais de mission, mais aussi un homme prudent. Le ministre de l'Economie et des Finances, Jean-Baptiste Ondaye, à qui revenait la charge de lire l'oraison funèbre, a reconnu les qualités de ce haut cadre de l'Etat qui a su imprimer sa marque à la tête de ce ministère.

Parfait Wilfried Douniama

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault
Adjoint à la direction : Kiobi Abira
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbelé Ngoni

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),

Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepe chesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

VIE DES PARTIS

L'OFC-Brazzaville appelée à la mobilisation générale

La présidente du secrétariat exécutif fédéral de l'Organisation des femmes du Congo (OFC) Brazzaville, Charlotte Opimbat, a invité le 1er mars les femmes du Parti congolais du travail (PCT) à une grande mobilisation lors des activités qui pointent à l'horizon, notamment la célébration de la fête de la femme à Kinkala et à Brazzaville.

Charlotte Opimbat s'exprimait lors de la réunion de prise de contact et d'orientation entre le secrétariat exécutif, la commission de contrôle et d'évaluation de l'OFC-Brazzaville et les comités des neuf arrondissements de la capitale. La rencontre qui s'est déroulée en présence du président fédéral du PCT-Brazzaville, Faustin Elenga, a permis de présenter succinctement les membres des bureaux des comités d'arrondissement, les préparatifs de la journée du 8 mars à Kinkala, des rencontres avec les bureaux des sections de Brazzaville. A cela s'ajoutent les préparatifs de la cérémonie de pose de la première pierre de la construction de la Tour CNSS à Brazzaville.

A cet effet, la présidente du secrétariat exécutif OCF-Brazzaville et le président fédéral du PCT-Brazzaville ont donné des consignes et des orientations claires quant à l'observance des instructions et consignes hiérarchiques. Selon Charlotte Opimbat, Brazzaville doit imprimer le rythme. En effet, placée sur



Les membres de l'OFC

le thème international « Investir en faveur des femmes : accélérer le rythme », la Journée internationale des droits de la femme sera célébrée au Congo sur le thème « Intensifier l'autonomisation des femmes en vue de l'égalité des sexes ».

Ces activités serviront, à en croire les responsables de l'OFC et du PCT-Brazzaville, de test quant à la capacité de mobilisation des nouvelles

instances de base, intermédiaires et supérieures mises récemment en place. Ainsi, Faustin Elenga et Charlotte Opimbat ont affirmé que la fédération jouera sa partition lors de ces grands rendez-vous républicains qui approchent. « En ce qui concerne le 8 mars prochain à Brazzaville, on va sentir que l'OFC est debout. Elle sera aussi présente dans le Pool pour cette jour-

née. Et, nous sommes en train de le préparer », a précisé Charlotte Opimbat.

Cette réunion de prise de contact entrevoit des lendemains meilleurs pour la bonne marche des nouvelles instances de Brazzaville, ont estimé les organisateurs de l'activité. « Les femmes sont engagées, elles sont mobilisées. Elles répondent massivement à notre appel. Elles veulent se mettre toutes au

travail. Ce qui nous encourage beaucoup. Nous avons rappelé les missions qui les attendent. Après les présidents des comités d'arrondissement aujourd'hui, nous nous préparons à rencontrer prochainement les membres des sections pour boucler avec la série de prise de contact », a conclu la présidente du secrétariat exécutif de l'OFC-Brazzaville.

Parfait Wilfried Douniama

LE FAIT DU JOUR

Afrique de l'Ouest : place à la diplomatie?

La tourmente s'est saisie de la prometteuse région d'Afrique de l'Ouest citée il y a peu comme un exemple à suivre par les autres démembrements du continent en matière d'intégration et même de démocratisation. Depuis la vague du pluralisme politique des années 1990, à quelques exceptions emblématiques près (le cas notamment de la Côte d'Ivoire où des violences intolérables ont émaillé les processus électoraux), les alternances au sommet de plusieurs Etats de cette partie de l'Afrique étaient régulières.

Mais cette période exceptionnelle, au cours de laquelle les pays comme le Bénin, le Ghana, le Sénégal et bien d'autres ont marqué les esprits, a pris un sérieux coup avec l'irruption des militaires sur la scène politique au Mali, en Guinée, au Burkina Faso et au Niger. Globalement, l'Afrique de l'Ouest ou les autres sous-régions ne remettent pas en cause les élections comme moyen légitime d'accéder au pouvoir. Dans le cas des pays sous régime d'exception aujourd'hui, le principe du retour à l'ordre constitutionnel est inscrit dans les chartes de transition.

Ceci dit, les putschs enregistrés ces dernières années en Afrique de l'Ouest sont révélateurs du malaise auquel les institutions représentatives ou constituées sont confrontées. Sans généraliser le phénomène, les cas du Mali, du Burkina Faso et du Niger méritent que l'on s'y penche du fait du contexte particulier de leur environnement. Depuis plusieurs années, ils font face à l'activisme des groupes terroristes qui s'en prennent non seulement aux forces de défense et de sécurité, mais aussi à la population civile. Les organisations communautaires regroupant les Etats de la sous-région sont restées inertes, laissant chacun seul gérer ses malheurs.

Dans la mesure où les sous-ensembles régionaux institués sont des instruments d'intégration, ne gagneraient-ils pas davantage en efficacité si les questions sécuritaires faisaient aussi l'objet d'une attention particulière comme le sont celles liées à l'économie, aux finances, au commerce et à la circulation des biens et des personnes ? Il semble, en effet, que ces derniers volets soient souvent les

mieux abordés lors des rencontres de chefs d'Etat, le péril de la déstabilisation qui guette certains Etats membres ne faisant pas l'objet d'une quelconque indication.

Toute proportion gardée, l'un des griefs portés à la Cédéao (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) par Bamako, Ouagadougou et Niamey est que celle-ci n'a jamais eu un mot pour eux au long de ces années « noires » où ils étaient seuls devant leur destin. Et au lieu de faire preuve de « compréhension » à leur égard quand sont survenus des changements motivés par l'immobilisme sur le terrain de la lutte contre le terrorisme, leurs voisins ont pris de lourdes sanctions pour les blâmer. Les positions se raidissant de part et d'autre, la maison Cédéao a commencé à se fissurer à partir de la naissance de l'Alliance des Etats du Sahel (AES).

Le 24 février, les chefs d'Etat réunis à Abuja, au Nigeria, ont décidé de lever les sanctions prises à l'encontre du Niger et se sont engagés à alléger

celles qui frappent le Mali et la Guinée. Le moment est venu, disent-ils, de « revoir notre approche quant au retour de l'ordre chez quatre de nos pays membres ». Ainsi, s'est exprimé le président en exercice de la Cédéao, Bola Tinubu. Naguère partisan de la manière forte comme certains de ses pairs pour déloger les militaires arrivés au pouvoir à Niamey, le président nigérian a depuis mis de l'eau dans son vin faisant preuve de realpolitik.

Pour l'Afrique de l'Ouest, à terme, la realpolitik du moment consistera à intégrer la définition des règles de défense commune quand l'un de ses membres, avec des institutions légitimes reconnues, a besoin de soutien en cas d'agression de grande ampleur par des mouvements dont le seul agenda politique est de semer la mort parmi la population civile. L'équation peut paraître difficile devant le verbe un peu haut des dirigeants de l'AES, mais se parler a souvent été une opportunité de concessions réciproques. Dans cette perspective, les jours à venir seront peut-être hautement diplomatiques en Afrique l'Ouest.

Gankama N'Siah

NUMÉRIQUE

Les assises nationales en préparation

Prélude à la 2^e édition des assises nationales du numérique prévues en avril prochain à Brazzaville, le ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique, Léon Juste Ibombo recense les avis, notamment des cadres du secteur du numérique, des utilisateurs ainsi que des bénéficiaires, en vue de l'élaboration des stratégies et d'un plan d'action de l'économie numérique à l'horizon 2030.

Pour atteindre l'objectif que son département s'est fixé, le ministre Léon Juste Ibombo a présidé, le 1^{er} mars à l'Université Denis-Sassou-N'Guesso de Kintélé, la réunion préparatoire de la zone centre (Plateaux, Pool et Brazzaville).

« Nous attendons de vous des recommandations pertinentes qui enrichiront la réflexion à la cause du numérique. L'inauguration et la mise en service de trois infrastructures numériques importants à Pointe-Noire récemment traduisent la volonté du gouvernement à accélérer la transformation numérique dans notre pays », a indiqué Léon Juste Ibombo.

« Nos hauts cadres venus de ces trois départements ont permis à nos enquêteurs de réaliser des opérations de

collecte de données indispensables à l'élaboration de la stratégie nationale sur le numérique à l'horizon 2030 », a-t-il indiqué. Dans ce processus de collecte de données, le ministère des Télécommunications bénéficie de l'accompagnement

Au regard de la place qu'occupent les technologies de l'information et de la communication dans tous les secteurs d'activités, il s'avère nécessaire de construire un écosystème national robuste, capable d'accélérer la transformation digitale du pays.



Le ministre Léon Juste Ibombo

du cabinet Deloitte.

Notons que c'est depuis le 26 février dernier que le ministère de tutelle a lancé les réunions préparatoires aux assises nationales sur le numérique, dans les départements regroupés en trois zones, à savoir zone Nord (Likouala, Sangha, Cuvette et Cuvette-Ouest), zone Sud (Bouenza, Lékoumou, Niari, Kouilou et Pointe-Noire) et zone centre (Plateaux, Pool et Brazzaville), a expliqué le ministre de l'Économie numérique.

Au regard de la place qu'occupent les technologies de l'information et de la communication dans tous les secteurs d'activités, il s'avère nécessaire de construire un écosystème national robuste, capable d'accélérer la transformation digitale du pays.

Lopelle Mboussa Gassia

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES
PEINTURES

CÉRAMIQUES
MUSIQUE

L'art dans sa Généralité,
de la Tradition
à la Modernité

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso**
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

ZONES ÉCONOMIQUES SPÉCIALES

Les industriels invités à s'installer dans les sites

L'équipe de la direction générale de la diversification économique a entamé, le 1er mars, la sensibilisation des industriels par la société ITE qui produit de l'eau minérale Vival et du pop-corn chips. En s'installant dans les Zones économiques spéciales (ZES), ces entreprises pourront bénéficier des avantages fiscaux.

L'équipe conduite par le directeur général de la diversification économique, Servais Packa, a visité les installations de l'entreprise et son potentiel productif. L'objectif de la descente est d'encourager les dirigeants de cette société de droit congolais à poursuivre leurs activités et à les étendre dans les ZES. Elle s'inscrit dans le cadre de concertation entre les acteurs économiques, les pouvoirs publics, les entreprises privées et publiques. « *L'Etat pourrait accompagner ce genre d'industrie, la société ITE qui favorise la création d'emplois. En ce qui concerne les dispositions fiscales, nous allons profiter de cette descente pour dire à ITE qu'en dehors de cet environnement, il y a un environnement attractif qu'est la ZES de Brazzaville. Nous lançons un appel à la société ITE et aux autres industriels de pouvoir s'installer dans les ZES où les conditions d'affaires sont les plus*

attractives », a déclaré Servais Packa. Conformément au décret 528- 2021 du 14 décembre 2021 portant attribution et organisation de la direction générale de la diversification économique, cette structure étatique a pour mission d'encourager et de promouvoir la valorisation des ressources naturelles par leur transformation locale, de procéder à la vulgarisation de la diversification économique auprès des acteurs économiques et la société civile, de participer au renforcement de la diversification économique dans les secteurs tels que



La visite des installations de l'ITE/Adiac l'agriculture, le tourisme et l'industrie. La direction générale de la diversification économique, sous tutelle du ministère en charge des ZES, projette d'effectuer d'autres descentes, notamment sur le site de la société forestière CIB, dans le département de la Sangha.

Fiacre Kombo

« L'Etat pourrait accompagner ce genre d'industrie, la société ITE qui favorise la création d'emplois. En ce qui concerne les dispositions fiscales, nous allons profiter de cette descente pour dire à ITE qu'en dehors de cet environnement, il y a un environnement attractif qu'est la ZES de Brazzaville. Nous lançons un appel à la société ITE et aux autres industriels de pouvoir s'installer dans les ZES où les conditions d'affaires sont les plus attractives »

JOURNÉE MONDIALE DE L'ALIMENTATION SCOLAIRE

Des écoles de Kinkala dotées de produits locaux

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a remis le 1er mars, aux écoles primaires de la localité de Kinkala, chef-lieu du département du Pool, des produits locaux à l'occasion de la célébration de la Journée africaine de l'alimentation scolaire sur le thème « Investir dans l'alimentation scolaire locale pour transformer les systèmes éducatifs pour un avenir inclusif et prospère du continent ».

Le don a été composé notamment de sacs de « gari » et témoigne l'appui continu du PAM au gouvernement. L'objectif est de promouvoir la fréquentation scolaire et protéger la sécurité alimentaire des ménages vulnérables. Les cantines scolaires permettent de nourrir les élèves avec des produits locaux permettant d'encourager l'économie locale. Chaque jour, les élèves bénéficient d'un repas issu des produits agricoles et des petits élevages de la localité comme « cantines ya buala » « mbala ya mpinda ».

Les « cantines ya buala » sont approvisionnées avec les produits locaux dont certains proviennent des projets soutenus par le PAM. Les comités locaux reçoivent des transferts monétaires pour s'en procurer sur le marché et auprès des groupements maraîchers. Quant aux cantines scolaires « mbala ya mpinda », c'est une solution innovante et locale, ayant pour base l'arachide et le manioc. Le directeur départemental de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation du

Pool, Jean Bruno Kongo, a souligné l'importance de ces cantines qui contribuent à l'amélioration des résultats scolaires. Pour sa part, le conseiller technique chargé à l'organisation et à la planification administrative au ministère, Jean-Pierre Mahinga, a rappelé que le programme des cantines scolaires prend en charge plus de 173 000 élèves dans près de 500 écoles de dix départements du pays avec une particularité d'augmentation des élèves des écoles ORA (Observer, regarder et agir)

et ceux issus des familles pauvres et vulnérables des zones rurales défavorisées. Selon lui, la célébration de cette journée ne consiste pas seulement à faire la rétrospective des efforts consentis en faveur des jeunes élèves dans différents pays mais aussi à projeter les actions futures. Ainsi, le thème de l'année donne l'opportunité de sensibiliser davantage les parties prenantes à l'importance et l'impact de l'engagement social pour les jeunes apprenants dans leur ensemble. La politique de l'alimen-

tation scolaire au Congo a été adoptée en 2016 puis la direction de l'alimentation scolaire a été mise en place en 2017. Le PAM aide les élèves à accéder à l'éducation et à avoir des repas nutritifs et équilibrés, indispensables pour le développement mental, intellectuel et physique. Notons que la cérémonie s'est déroulée en présence des autorités locales et des responsables du ministère de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation.

Lydie Gisèle Oko

ACTION HUMANITAIRE

La Fondation MTN-Congo au chevet des sinistrés

La Fondation de la société de téléphonie mobile a apporté des kits humanitaires aux victimes des inondations et orages, lesquels ont été réceptionnés par la ministre des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire, Irène Marie-Cécile Mboukou-Kimbatsa, le 1er mars à Brazzaville.

Le don de la Fondation MTN-Congo destiné aux sinistrés est composé des vivres et non vivres dont les fournitures scolaires pour les élèves ayant tout perdu ; des moustiquaires imprégnées afin de mettre les bénéficiaires à l'abri des maladies comme le paludisme ; des produits d'assainissement. « A travers ce don, nous manifestons notre élan de solidarité à l'égard de nos frères et sœurs victimes des catastrophes naturelles, notamment les inondations et les tempêtes. Nous voulons leur montrer qu'ils ne sont pas seuls dans cette dure épreuve », a expliqué le directeur exécutif de ladite fondation, Patrick Itsoua.

La ministre des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire a salué l'initiative de la Fondation MTN-Congo qui a répondu à l'appel à la solidarité lancé par le gouvernement pour secourir les victimes des catastrophes naturelles. « Il y a des sinistrés victimes des



La remise des kits humanitaire de la Fondation MTN-Congo/Adiac

inondations et d'autres victimes des tempêtes ayant endommagé leurs habitations », a-t-elle précisé, en soulignant qu'au-delà de l'assistance humanitaire déjà engagée, le gouvernement travaille au re-

lèvement de ces derniers afin de leur donner des outils de reprise en main de leur vie. Là encore, l'appui des partenaires est attendu.

En rappel, le bateau humanitaire qui apporte de l'as-

sistance aux victimes des inondations dans la zone septentrionale du pays avait quitté Brazzaville le 13 février. Cette assistance humanitaire a tenu compte des besoins exprimés par la population à

l'issue d'une mission d'évaluation rapide des inondations faite par le gouvernement et le système des agences des Nations unies. Cette évaluation précise que neuf départements sont touchés. Plus d'un million de personnes sont dans le besoin. Brazzaville (38 614 personnes) ; Cuvette (31 593 personnes), Kouilou (4 536 personnes) ; Likouala (348 212 personnes) ; Niari (426 personnes) ; Plateaux (58 986 personnes) ; Pointe-Noire (20 921 personnes) ; Pool (16 235 personnes) ; Sangha (5 933 personnes).

En matière de santé, 193 130 personnes expriment les besoins en médicaments, vaccination et moustiquaires imprégnées. Dans le domaine de l'éducation, 43 883 personnes, notamment les élèves, ont besoin de fournitures scolaires. 352 206 ont besoin de sécurité alimentaire tandis que 210 236 veulent des abris et des biens non alimentaires...

Rominique Makaya



ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter



SAISISSEZ LE LIEN

OU



SCANNEZ LE QR CODE

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

ADIAAC NEWSLETTER

L'information du congo et de sa région en un clic !

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informé des principaux faits marquants de l'actualité

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
(+ 242) 05 532 01 09
info@lesdepêchesdebrazzaville.fr

SÉCURITÉ CIVILE

L'Intelligence artificielle dans la gestion des risques et catastrophes

Le commandement de la sécurité civile a célébré, le 1^{er} mars à son siège à Brazzaville, la Journée mondiale de la sécurité civile. Une causerie-débat autour de deux thèmes, à savoir « Les technologies innovantes » et « L'intelligence artificielle (IA) pour améliorer les prestations de la sécurité civile », a ponctué l'événement.

Les deux sous-thèmes de la causerie-débat ont été abordés par Éric Armel Ndoumba, expert et conseiller du ministre des Postes et Télécommunications. Parlant de l'IA et des données justement pour améliorer, entre autres, le système d'alerte dans la gestion des risques et catastrophes, il a indiqué qu'elles proviennent de plusieurs sources comme les capteurs, les caméras qui aussi sont témoins des événements en permanence. Elles peuvent être analysées par l'IA pour améliorer les techniques de lutte contre les incendies et fournir les informations ainsi que les recommandations en temps réel.

Éric Armel Ndoumba a laissé entendre que la grande diversité d'outils relatifs à ces technologies offre une accessibilité à tous, chacun selon ses capacités.

Les drones, les satellites, les robots et véhicules autonomes, la technologie 3D, les systèmes d'information géographique, l'Internet des personnes et des objets sont autant d'outils que les acteurs de la protection civile peuvent exploiter pour prédire, prévenir, se préparer, riposter ou



La photo souvenir/Adiac

reconstruire.

Pour preuve, a-t-il dit, l'IA peut aider à prendre des décisions plus éclairées et améliorer l'efficacité de la lutte contre l'incendie. Et d'ajouter : « Tout ça là, c'est

juste la donnée et les algorithmes derrière. Les systèmes d'IA peuvent anticiper les risques d'incendies en analysant les tendances et les autres anomalies des données collectées à par-

tir des capteurs et des systèmes de surveillance... » Clôturent la causerie-Débat, après le jeu des questions-réponses, le commandant de la sécurité civile, le général Albert Ngoto, a fait

savoir qu'une démarche sera engagée dans ce sens pour moderniser le site. « Nous avons capté l'information, à savoir qu'il existe un Centre africain en intelligence artificielle. Nous ferons la demande pour ceux des nôtres qui sont les plus avisés sur ces questions, parce que ce n'est plus l'affaire de tout le monde, ce sont quelques initiés qui pourront recevoir ce genre de formation afin que nous arrivions à créer une sorte de cercle des sapeurs-pompier à former dans ce domaine pointu ».

Guillaume Ondze

« Nous avons capté l'information, à savoir qu'il existe un Centre africain en intelligence artificielle. Nous ferons la demande pour ceux des nôtres qui sont les plus avisés sur ces questions, parce que ce n'est plus l'affaire de tout le monde, ce sont quelques initiés qui pourront recevoir ce genre de formation afin que nous arrivions à créer une sorte de cercle des sapeurs-pompier à former dans ce domaine pointu ».

MALI

Le président satisfait des résultats engrangés par l'armée en 2023

Le président de transition malien, le colonel Assimi Goïta, a fait part vendredi de sa satisfaction devant les résultats engrangés sur le terrain en 2023 par les Forces armées maliennes (FAMA).

«Ma satisfaction est d'autant plus grande que vous avez réussi, sans incident majeur, le retrait des forces étrangères du Mali après une décennie de présence inefficace», a souligné le colonel Assimi Goïta à Bamako, lors d'une cérémonie de présentation des vœux de Nouvel An à l'armée.

Les différents résultats obtenus en 2023 présagent d'«un avenir plus sûr pour la sécurisation des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire national», a ajouté le président de transition malien, réitérant son ambition de tout mettre en œuvre pour maintenir l'outil de défense de son pays à «un niveau de performance opérationnelle jamais atteint». Il a, en outre, souligné la nécessité pour l'armée malienne d'«améliorer sans cesse ses capacités afin de mener avec succès les opérations conjointes actuelles et fu-

tures» au sein de l'Alliance des Etats du Sahel, constituée par le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

Pour sa part, le chef d'état-major général des armées, le général Oumar Diarra, a indiqué que le soutien de l'Etat avait permis l'amélioration des conditions de vie et de travail des FAMA, le renforcement de leurs capacités opérationnelles et «l'excellente cohérence entre les niveaux politique, opérationnel et tactique».

En dépit des résultats obtenus engrangés l'an passé, «la mission demeure inchangée» car les terroristes ont «des capacités de nuisance» qui se manifestent par la pose de mines artisanales, de vols de bétail, d'attaques de civils et de pressions sur la population pour attiser les tensions communautaires, a-t-il souligné.

Xinhua



Le colonel Assimi Goïta

INVESTISSEZ ET PLACEZ EN TOUTE SÉCURITÉ

ENSEMBLE, CONSTRUISONS VOTRE AVENIR



@BBa Consulting



EMERALD
SECURITIES SERVICES

EMERALD SECURITIES SERVICES, votre partenaire fiable pour toutes vos opérations d'investissement et de placement sur les marchés monétaire et financier : Actions, obligations, fonds communs de placement.



<http://www.emeraldsecuritieservices.com>

SEMINAIRE INTERNATIONAL

Le Mouvement des Avocats Panafricains (M.A.P.) et
Le CABINET JUFI CONSULTING
en collaboration avec la commission Nationale OHADA (Congo)

Sous la Direction scientifique du Professeur NDI AW DIOUF Professeur agrégé des facultés de droit, Rédacteur de l'AUPSRVE, Ancien Doyen de la Faculté de droit à l'Université Cheik Anta DIOP (Sénégal), Formateur des formateurs à l'ERSUMA

Thème :
**LES INNOVATIONS DE L'ACTE UNIFORME OHADA
PORTANT PROCÉDURES SIMPLIFIÉES DE
RECOURVREMENT ET VOIES D'EXÉCUTION**

04 ET 05 Avril 2024 8H À 17H

Modalités d'inscription :

Coût de la formation complète avec pause-café : **250.000 F CFA**

Le nombre de place étant limité, le règlement doit nous parvenir avant le 25 mars 2024.

Mode de paiement : chèque par ordre de JUFI CONSULTING (Brazzaville-Pointe-Noire) ;

Par virement : Airtel money 05 749 15 17 ou Mobile money 06 901 90 06

Vous pouvez contacter :

À Paris : Maître Jacques Gobert EKANI, avocat à la Cour, Tél 0033610596066 /
cabinetekani@gmail.com;

Maître Révolte ITSOUHOU MBADINGA, revolte.avocat@yahoo.fr

À Brazzaville, Maître Merlin BADZIO KELA, avocat à la Cour, merlin.badzio@gmail.com;

À Pointe-Noire, Maître Roland BEMBELLY, rolandbembelly@yahoo.fr 05 749 15 17 et 06 688 62 79

Principal intervenant

Monsieur NDI AW DIOUF, Professeur agrégé, Université Cheik Anta DIOP-Sénégal ;

Modérateurs

Monsieur Médard BACKIDI, Docteur en droit, Ancien Directeur des études l'ERSUMA,

formateur en droit OHADA ;

Monsieur Roland BEMBELLY, Avocat à la Cour -Formateur en droit OHADA, Docteur en droit et enseignant à l'Université Marien Nguabi

À l'auditorium du ministère des Affaires étrangères
Boulevard Alfred RAOUL-Brazzaville-République du Congo

NÉCROLOGIE



La famille Mfouo informe les parents, amis et connaissances de Ndouba,- Kéllé, Pointe-Noire, Oueso, Okondja, Franceville, Libreville et des autres localités que le programme des obsèques du colonel à la retraite Mfouo Antoine, décédé le 17 février 2024 à Brazzaville se présente comme suit:

Lundi 4 mars

14h00 : mise en bière à la morgue municipale de Brazzaville ;
16h00: hommage de l'Association «des amis Cassées»;
16h30 : recueillement de la famille, des amis et connaissances

Mardi 5 mars :

09h00: levée du corps à la morgue municipale de Brazzaville
09h 15: départ pour la stèle des Anciens enfants de troupes (AET)
09h30: hommage des AET
11h00: départ de Brazzaville par hélicoptère;
15h00: recueillement.

Mercredi 6 mars :

10h00: absoute
11h30: inhumation au cimetière familial .

ATELIER « ECRIRE À BANGUI »

Le Congo parmi les pays éligibles

La République du Congo, la République démocratique du Congo, le Gabon et la République centrafricaine sont les quatre pays auxquels se destine l'atelier d'écriture en cinématographie « Ecrire à Bangui ». Les candidatures ouvertes le 1^{er} prendront fin le 30 mars.

C'est dans le but de contribuer à la montée en puissance du cinéma africain avec des cinéastes de plus en plus audacieux dans leurs récits et créatifs dans l'esthétique de leur que l'association « Lè Ti Beäfrica » a lancé pour une deuxième fois l'atelier d'écriture « Ecrire à Bangui ». Cet atelier se veut un réel coup de pouce, surtout pour les cinéastes débutants. « *Écrire à Bangui c'est donner les bases de l'écriture cinématographique à tous ceux qui voudraient se lancer dans le cinéma. On est sans ignorer que pour faire un film, il faut d'abord le penser et l'écrire. Et une fois qu'on l'a écrit, c'est là maintenant qu'on peut savoir qu'est-ce qu'on veut faire et puis après porter sur les écrans. Et donc cette phase est vraiment primordiale... A travers cet atelier, on veut quelque chose de durable et qui accompagne les auteurs en vue de les promouvoir à l'intérieur et à l'extérieur du continent* », a fait savoir Pascale Appora Gnekindy, réalisatrice et chargée de programmes de l'association, dans un pod-



Lors du tournage d'un film à Pointe-Noire avec des acteurs congolais/DR

cast de Cinéma raconté.

Cette année, l'initiative se destine aux cinéastes des pays éligibles, homme ou femme, âgés de plus de 19 ans, ayant une bonne capacité de lecture et de rédaction en français. Lettre de motivation, autobiographie, idée de film de trois pages maximum, certificat de natio-

nalité et photos du candidat. Tels sont les éléments requis aux participants pour s'inscrire à cet atelier qui se tiendra en deux phases en Centrafrique. D'abord du 5 au 20 juillet pour la phase d'écriture puis du 29 juillet au 3 août pour la phase de post production. Concernant le

programme, l'association « Lè Ti Beäfrica » exige aux candidats hors de la Centrafrique de s'assurer de leur disponibilité et participation à cette période. Selon Pascale Appora Gnekindy, cette formation en cinématographie qui durera environ un mois permettra aux candidats d'apprendre les bases de l'écriture du scénario, com-

ment pitcher son projet et l'écriture d'un synopsis. Le but est de les aider à comprendre c'est quoi l'idée du film qu'ils veulent faire et aussi le scénario de l'œuvre. « *Cette année, nous innovons en permettant aux participants de sortir de cet atelier avec au moins un film-école, notamment un court-métrage qui se réalisera en binôme. Une œuvre qui leur permettra de saisir d'autres opportunités dans la suite de leur carrière. Par ailleurs, l'association les accompagnera pendant un an pour les aider à mieux mûrir leurs histoires. Nous souhaitons que grâce à notre appui, les candidats soient capables de trouver d'autres ateliers à l'extérieur qui pourraient accueillir leurs films* », a-t-elle ajouté.

Notons que « Lè Ti Beäfrica » qui signifie les yeux de la Centrafrique est une association qui vise à accompagner des jeunes dans le cinéma et la culture afin de porter un peu plus haut le cinéma centrafricain et plus largement africain.

Merveille Jessica Atipo

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr





AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES
DU BASSIN DU CONGO

ADIAC TV

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

ADIAC NEWSLETTER

L'information du Congo et de sa région en un **CLIC**



Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informés des principaux faits marquants de l'actualité.



SCANNEZ
LE QR CODE

ABONNEZ-VOUS GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
(+ 242) 05 532 01 09
info@lesdepechesdebrazzaville.fr



ALGÉRIE

Les défis énergétiques au menu du Forum des pays exportateurs de gaz

Le sommet des chefs d'Etat et de gouvernements du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) s'est ouvert, le 2 mars à Alger, sur fond de défis énergétiques, environnementaux et de développement.

Créé en 2001, le forum comprend douze membres permanents et des observateurs. Ses membres représentent 69% des réserves mondiales confirmées de gaz, plus de 40% de la production commercialisée, 47% des exportations par gazoduc et plus de la moitié des exportations mondiales de gaz naturel liquéfié.

Lors d'une conférence de presse conjointe avec le ministre algérien de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, le secrétaire général du Forum, Mohamed Hamel, a souligné le succès de la réunion des ministres de l'Énergie tenue en amont, le 1er mars, au Centre international de conférences à Alger. Il a mis l'accent sur «des aspects positifs et une atmosphère constructive qui reflète l'esprit de solidarité et d'unité entre les membres du forum».

Mohamed Arkab a estimé, pour sa part, que la réunion ministérielle du GECF avait été «exceptionnellement productive et marquée par le dialogue et une coopéra-



tion substantielle entre les pays exportateurs de gaz».

Il a mis en avant le rôle important que jouera le gaz aux côtés des autres énergies, notant que les discussions avaient aussi inclus des recommandations sur la préservation de l'environnement.

Un peu plus tôt dans la journée, le ministre russe de l'Énergie, Nikolai Choulgui-

nov, a déclaré à la télévision publique algérienne que la Déclaration d'Alger, qui conclura le forum, sera «très importante pour la coordination concernant l'infrastructure gazière et les moyens de la protéger des incidents, le développement de la politique du GECF et l'éventuelle adhésion de nouveaux pays».

Mehmeh Bouziane, expert

algérien en énergie et ancien secrétaire général du ministère de la Transition énergétique et des Énergies renouvelables, a souligné la fragilité du paysage mondial, citant des facteurs tels que l'impact persistant de la pandémie de covid-19, le conflit ukrainien affectant les prix du gaz et les conséquences géopolitiques du conflit entre Israël et le Hamas.

Il a aussi souligné l'impératif environnemental, faisant référence à la recommandation du récent sommet des Nations unies sur le climat de s'éloigner des combustibles fossiles. Mehmeh Bouziane a souligné l'importance de ce sommet d'Alger pour épargner à la communauté mondiale des inquiétudes liées aux vulnérabilités de l'approvisionnement énergétique, notant que l'objectif était de répondre aux interrogations sur la hausse des prix qui pourrait perturber l'accès des sociétés au bien-être.

Par ailleurs, l'expert a souligné le rôle du gaz naturel, notamment dans le contexte des émissions de méthane, comme axe principal des recommandations environnementales. Pour lui, le sommet d'Alger est considéré comme un moment crucial pour remodeler la dynamique énergétique mondiale et garantir un approvisionnement durable, en particulier pour les économies émergentes qui dépendent du gaz pour leurs besoins de développement.

TUNISIE

Le Parlement condamne le meurtre de plus de 100 Palestiniens par l'armée israélienne

La présidence de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) de la Tunisie a condamné, le 1er mars, avec la plus grande fermeté le «massacre odieux» de plus d'une centaine de Palestiniens par l'armée israélienne, la veille, lors d'une distribution d'aide dans la bande de Gaza.

Dans un communiqué publié sur sa page Facebook, la présidence du Parlement tunisien a déclaré qu'elle suivait avec une grande préoccupation les meurtres systématiques perpétrés par les forces israéliennes, y compris les tirs israéliens qui avaient tué, le 29 février, plus de cent Palestiniens et en avaient blessé plusieurs centaines d'autres, parmi lesquels des civils innocents et non armés, tandis qu'ils attendaient de la distribution d'aide alimentaire le long de la route Al-Rashid, à l'Ouest de la ville de Gaza.

Elle a appelé tous les parlements nationaux ainsi que les conseils et fédérations parlementaires régionaux et internationaux, à condamner cette escalade dangereuse et barbare de l'agression israélienne, le mépris d'Israël à l'égard de la vie des civils, et son indifférence face aux appels répétés à un cessez-le-feu immédiat à Gaza.

L'ARP a également dénoncé les tentatives de certaines puissances influentes de faire passer sous silence ces crimes récurrents, exhortant les institutions parlementaires du monde entier à agir rapidement afin de protéger le peuple palestinien.

NIGER

Près de 1 500 recrues pour accroître les capacités opérationnelles de l'armée

Le ministre nigérien de la Défense, le général Salifou Mody, a présidé, le 1er mars à Tondibia, en périphérie de Niamey, la cérémonie officielle de fin de formation d'un nouveau contingent de 1 464 soldats, dont 151 femmes, venus de toutes les régions du pays, a-t-on constaté sur place.



Le contingent viendra renforcer les forces engagées sur plusieurs théâtres d'opération, avec des résultats très appréciables, dans un environnement sécuritaire volatile et extrêmement complexe, a dit le général Salifou Mody.

Le ministre de la Défense a tenu à rappeler à ce contingent que l'esprit de patriotisme et d'abnégation, ainsi que les valeurs de discipline faisaient la force principale de l'armée. «Vous devez continuer à cultiver l'esprit

militaire, la rigueur, l'esprit d'équipe, le don de soi et l'esprit conquérant», leur a-t-il lancé.

Leur arrivée survient dans un contexte sécuritaire où le Niger subit dans certaines de ses parties frontalières les exactions d'organisations terroristes et de bandits qui contrôlent le Sud de la Libye depuis le renversement en 2011 du régime de Mouammar Kadhafi, des groupes terroristes proches d'Al-Qaïda au Maghreb islamique, d'Ansar Dine et d'autres mouvements basés

dans le septentrion malien, ainsi que le groupe terroriste Boko Haram basé au Nigeria depuis 2009 qui sème la terreur dans la région de Diffa. A cela est venu s'ajouter ces dernières années un nouveau foyer d'insécurité dans l'extrême Sud-Ouest du pays, au niveau de la région dite des «trois frontières» (Niger, Mali et Burkina Faso) entretenu par d'autres groupes djihadistes qui mettent en péril la sécurité des personnes et les biens.

Xinhua

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora

Bulgarie, quart de finale de la Coupe

Sans Ryan Bidounga, resté sur le banc, le CSKA 1948 est éliminé par Ludogorets (1-3).

France, quart de finale de la Coupe

Petit Poucet de la compétition, Le Puy (National 2) est éliminé par Rennes (1-3) malgré le soutien du public du stade Geoffroy-Guichard. Titulaire dans les rangs ponots, Jesah Mabepa Ayessa a livré un match contrasté : pris de vitesse par Theate sur le premier but rennais, il est pris en défaut sur le une-deux du troisième but breton.

Mais le musculeux défenseur de 24 ans a étouffé Terrier et Gouiri, laissant une bonne impression aux observateurs. Également du côté de Brazzaville ?

Le défenseur formé à Sochaux, 14 matches de N2 cette saison, pourrait être convoité sur le marché des transferts l'été prochain.

Suisse, quart de finale de la Coupe

Éliminés en Ligue Europa la semaine dernière, les Young Boys de Berne passent désormais à la trappe en Coupe de Suisse. En déplacement sur le terrain de Sion, le leader du championnat s'est incliné 1-2.

Remplaçant, Sylver Ganvoula est entré à la 67e, à 0-2 pour les Sédunois, l'international congolais a été averti à la 70e avant d'égaliser à la 81e : il reprend au second poteau un bon service du Léopard de RDC d'Elia. Son second but en huit jours après son penalty inscrit lors de l'élimination face au Sporting.

Ecosse, 28e journée, 1re division

Sans Dylan Bahamboula, placardisé, Livingston s'incline face à Motherwell (1-3).



Jesah Ayessa a marqué les esprits face à Gouiri et Terrier (Olivier Chassignole/AFP)



Exaucé Mafoumbi passeur décisif lors de la qualification de Nantes à Salzbourg (FCNAD)

Grèce, 25e journée, 1re division Kifisia prend un point chez l'Asteras Tripolis (3-3). Titulaire, Thievy Bifouma a manqué un face-à-face avec le gardien adverse à la 61e, à 2-3 pour les locaux. Sur son côté gauche, il combine avec Canadja pour la réduction du score (3-3, 73e).

Youth League, 8e de finale

Les U19 du FC Nantes se qualifient pour les quarts de finale en s'imposant sur le terrain de Salzbourg (1-0). Enzo Mongo était titulaire dans l'axe de la défense à trois des Canaris. En pointe, Exaucé Mafoumbi était aligné au coup d'envoi : auteur d'un doublé au tour précédent face à Séville, l'attaquant de 18 ans est passeur décisif pour Gomes à la 19e. Remplacé à la 90e+4. Warren Mountsangu n'était, lui, pas dans le groupe. Le quart de finale se disputera à domicile face à Copenhague le 12 mars.

Camille Delourme

SEMINAIRE DE FORMATION

Tél : 06 621 49 60 / 05 087 77 19

Email : contact@eciform-services.net

Virage maya maya, Plateaux Batignolles-Brazzaville

Le Cabinet ECIFORM organise des séminaires de formation à Brazzaville selon le programme :

Thème

- Suivi-évaluation des projets
- Secrétariat et d'assistanat de direction
- Gestion axée sur les résultats
- Archivage et classement des documents
- Analyse financière pour les banquiers
- Management d'équipe et leadership

Période

- 08 au 12 Avril 2024
- 15 au 19 Avril 2024
- 22 au 26 Avril 2024
- 02 au 04 Mai 2024
- 06 au 09 Mai 2024
- 13 au 16 Mai 2024

Coût par participant

- 290.000 FCFA par participant
- 250.000 FCFA par participant
- 250.000 FCFA par participant
- 250.000 FCFA par participant
- 300.000 FCFA par participant
- 250.000 FCFA par participant

Lieu

- Brazzaville
- Brazzaville
- Brazzaville
- Brazzaville
- Brazzaville
- Brazzaville

CONTRÔLE D'ETAT

Lancement des bases du cadre légal

Le ministre du Contrôle d'Etat, de la Qualité du service public et de Lutte contre les antivaleurs, Jean Rosaire Ibara, a présidé, le 1er mars à Pointe-Noire, une conférence-débat sur le thème « Pratique anti-déontologique dans l'administration publique : approche pédagogique de prévention et d'éradication dans le département de Pointe-Noire ». Une grande première avec les directeurs des entreprises publiques, des directeurs départementaux des administrations publiques et autres cadres en service dans le département.

La rencontre a permis à Jean Rosaire Ibara de jeter les bases du cadre légal de son ministère et ses attributions afin de favoriser l'opérationnalisation de la politique nationale de lutte contre les antivaleurs et l'organisation efficace de riposte contre les actes d'antivaleur qui gangrènent la société congolaise.

Créé en 2021 par le président de la République dans son souci d'amener l'ensemble des acteurs étatiques et non étatiques à une prise de conscience mais aussi à la promotion des valeurs éthiques, ce ministère est chargé de contrôler la gestion des organes de l'Etat sur l'ensemble du territoire national et à l'étranger; de veiller à la bonne qualité du service public produit et livrer aux usagers et de promouvoir la lutte contre les comportements déviants dans la société congolaise, a indiqué le ministre Jean Rosaire Ibara, insistant que les autorités publiques sont les plus attendues sur cette problématique.

« La responsabilité de toutes et de tous doit être fermement engagé pour répondre



Le ministre Jean Rosaire Ibara posant avec les participants/Adiac

promptement et durablement à la volonté pressante exprimée du président de la République, chef de l'Etat, de changer nos comportements et nos habitudes à tous les niveaux dans le respect des principes dignes, d'intégrité, de probité, de neutralité, de cessation ou prévention des situations des conflits d'intérêt, l'obéissance hiérarchique ... », a-t-il laissé entendre.

D'après le ministre, l'ensemble de ces règles et de ces devoirs ainsi que la conduite de ceux qui les exercent devient le fondement de la confiance entre les citoyens et leurs adminis-

trations mais aussi un instrument privilégié de façonnement. Il a ensuite interpellé chaque responsable de service à intérioriser ces règles afin d'améliorer la qualité de service par les administrations.

Deux sous-thèmes ont fait l'objet des échanges. Le premier a permis à Reich Tsoumou, conseiller au Contrôle d'Etat, de présenter le ministère du Contrôle d'Etat, de la Qualité du service public et la Lutte contre les antivaleurs. Le second, « La pratique anti-déontologique dans l'administration publique: approche pédagogique de prévention et d'éradica-

tion », a été développé par le conseiller à la Lutte contre les antivaleurs, Justin Imboua. « Nous sommes venus divulguer les textes et faire leur promotion. Les sanctions viendront après parce qu'il faut d'abord montrer qu'est-ce que la faute. Le travailleur de l'Etat doit savoir que le retard au travail c'est une faute, déplacer un matériel de travail pour sa maison sans autorisation, c'est une faute et un travail non accompli jusqu'au bout, c'est une autre », a précisé le conseiller. Il a souligné que l'Etat n'avait pas un organe de contrôle de l'action du gouvernement et de qualité

de service public.

Plusieurs participants, dans leurs prise de parole, ont félicité le ministre pour les informations mises à leur disposition, notamment le cadre légal du ministère et les attributions. Ils ont souhaité s'en approprier pour améliorer la qualité de service à offrir aux usagers. « Nous voulons avoir les textes dans nos bureaux pour informer nos agents à les faire respecter afin d'éviter les sanctions », a dit l'un des responsables départementaux.

A l'issue des échanges, le ministre Jean Rosaire Ibara a remercié les participants et les a assurés que cette rencontre n'est pas la dernière. Il a promis de revenir à Pointe-Noire sous-peu pour une sensibilisation aux textes dans les secteurs de la santé et de l'enseignement. Soulignons que le ministère du Contrôle d'Etat, de la Qualité du service public et de la Lutte contre les antivaleurs étant un ministère stratégique, une filière sur le contrôle d'Etat a été créée à l'École nationale d'administration et de magistrature pour la formation des cadres.

Charlem Léa Itoua

CINÉMA

Le film «Dune 2» de Denis Villeneuve projeté à Canal Olympia

En présence de nombreux cinéphiles, le film «Dune 2», réalisé par Denis Villeneuve, a été projeté le 1er mars à Canal Olympia Mpita, dans le 1er arrondissement de Pointe-Noire, Emery-Patrice-Lumumba.

La projection du film a tenu en haleine pendant 2 h 46 min les amoureux du cinéma. Entre drame et science-fiction, « Dune 2 » emporte le public dans une aventure spectaculaire où se mêlent à merveille émotion, suspense, tragédie, drame sur fond d'un déploiement d'effets visuels et spéciaux captivants au milieu d'un univers désertique et hostile.

La trame

Les habitants autochtones de la planète désertique Arrakis, les Fremen, mènent une résistance acharnée contre l'occupation d'opresseurs conquérants suréquipés et bardés de technologies meurtrières qui ravagent leurs habitations, suivie d'un déferlement incessant de bombes et autres explosifs à destruction massive. Se ralliant à Chani et aux Fremen, Paul Atreides prépare une revanche contre ceux qui ont détruit sa famille. Alors qu'il doit faire face à un choix entre l'amour de sa vie et le destin de la galaxie, il devra néanmoins tout faire pour empêcher un terrible futur que lui seul peut prédire. Signalons que la sortie de « Dune 2 » est sans conteste l'un des événements majeurs de l'année cinématographique qui commence tant par l'attente générée que par l'intérêt suscité à la projection.

Hervé Brice Mampouya



PARTENARIAT

La CCIAM et le Sepcim-aemec désormais liés

La Chambre de commerce, d'industrie, d'agriculture et des métiers (CCIAM) et le Secrétariat permanent du comité interministériel de l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales (Sepcim-aemec) ont signé, le 1er mars à Pointe-Noire, un protocole d'accord visant à favoriser l'appropriation par le secteur privé des enjeux en mer et dans les eaux continentales et à participer et contribuer à l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales.

L'accord a été paraphé par le secrétaire permanent du comité interministériel de l'Aemec, Éric Olivier Sébastien Dibas-franck, et le président de la CCIAM de Pointe-Noire, Sylvestre Didier Mavouenzela. Ce partenariat engage les deux parties à mener au profit du secteur privé des actions conjointes de sensibilisation aux réalités de l'écosystème des acteurs de l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales, inventorier les problématiques auxquelles font face les acteurs économiques des secteurs maritime, fluvial, lacustre et portuaire dans le cadre de l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales, rechercher ensemble les options de financement nécessaire pour le montage et la réalisation des projets émanant des rencontres entre le secteur privé et le secteur public du domaine maritime, fluvial, lacustre et portuaire. A travers cet accord, le Se-



Le secrétaire permanent de l'Aemec et le président de la CCIAM après la signature des documents/Adiàc

crétariat permanent du comité interministériel de l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales s'oblige à associer le secteur privé par le biais de la Chambre consulaire à toute réflexion tendant à l'amélioration du cadre règlementaire propice à la libération

des énergies dans le secteur maritime, fluvial, lacustre et portuaire, à mettre en œuvre les plans d'action des rencontres, à impliquer autant que possible la chambre de commerce aux activités de sensibilisation et de promotion de l'action en mer et dans les eaux continentales.

De son côté, la CCIAM s'engage à appuyer le Sepcim-aemec dans la vulgarisation de ses missions et de son action en relayant sa communication, à travailler à l'adhésion du secteur privé aux projets et autres démarches que le secrétaire permanent du comité interministériel des ac-

tions de l'Etat en mer et dans les eaux continentales aura à mettre en œuvre, à s'impliquer autant que possible dans les actions de sensibilisation et de promotion de l'Aemec. Signalons que le Sepcim-aemec a pour missions, entre autres, de veiller à la protection des intérêts nationaux et stratégiques dans le domaine maritime et fluvial, lagunaire et traiter des problématiques de l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales. Quant à la CCIAM, son action consiste à informer ses adhérents sur les dynamiques économiques, la réglementation et leur évolution, les problématiques importants, à servir d'interface entre le secteur privé et les pouvoirs publics et à donner aux pouvoirs publics les avis et renseignements qui lui sont demandés sur les questions commerciales, industrielles, agropastorales, fiscales, de main-d'œuvre et de formation professionnelle.

Hervé Brice Mampouya

EN VENTE

ÉMILE GANKAMA

À la vie bel hommage

Dieudonné ANTOINE-GANGA

Les épîtres congolaises

Émile Gankama

La Cité d'attache du vieux port

Roman

MILDRED MOUNKENG

Enky

nyuki

ROMAN

Roch Cyriaque GALEBAYI

Le Commandant Marien Ngouabi

(1938-1977)

Un leader charismatique et un modèle pour l'Afrique

Préface de P. Théophile OBEŊA

MARIEN FAUNEY NGOMBÉ

TANT QUE L'ÉQUATEUR PASSERA PAR PENDA

LE CADAVRE DU FLEUVE

Marie-Françoise Ibovi

Précédé Mounkeng

PRÉSIDENTS ET MINISTRES DU CONGO-BRAZZAVILLE (1958-2021)

ALPHONSE CHARDIN N'KALA

AU CRÉPUSCULE DU RÊVE

EMILE GANKAMA

LA FAMILLE AFRICAINE

HUMEUR

La solidarité africaine détruite par la ville

La solidarité africaine qui a existé dans les campagnes, il y a de cela près d'une cinquantaine d'années, est en train de disparaître considérablement avec l'urbanisation. En d'autres termes, la ville a tué la famille élargie, fruit de la solidarité agissante.

Si hier l'altruisme et l'entraide étaient de véritables cimentés de la parenté socio-consanguine africaine, aujourd'hui tout cela s'est étioilé au profit de la famille nucléaire restreinte en ville. La modernité qui accompagne la forte urbanisation a causé une dilatation de la solidarité. Et cela est vécu presque dans toutes les familles dans nos villes. On note qu'à cause de la disparition de cette solidarité, des ennuis de toute sorte vécus par un voisin immédiat sont perçus avec une certaine indifférence. En cela, personne ne s'occupe ou ne se soucie du calvaire que vit l'autre à proximité de lui. Or hier au village, c'est toute la communauté qui se mobilisait si l'autre avait quelques ennuis sociaux.

Cette disparition de la parenté socio-africaine est vécue de deux façons, au niveau de la famille élargie consanguine et au niveau de la famille sociale. La ville, avec sa kyrielle d'exigences financières, a fait que les membres d'une même famille consanguine refusent de s'entraider, car nombreux ont totalement changé le logiciel mental d'hier pour s'arrimer à celui d'aujourd'hui. « Ma famille, ce sont mes enfants et mon épouse », disent les adeptes du rejet de la famille élargie, jugée occasionnant trop de dépenses. Même chose pour la famille sociale, c'est-à-dire « la solidarité agissante née d'une certaine cohabitation ». Cette famille tend à devenir un leurre, une démagogie et une tromperie sociale, car elle n'existe plus en ville. Voir l'autre souffrir sans intervenir devient une monnaie courante.

Ce comportement peut avoir dans nos villes un impact négatif sur la cristallisation du « vivre ensemble » que nous souhaitons tous. Du point de vue humain, est-il normal qu'un voisin se frotte les mains et se permette de déverser le reste de la nourriture dans la poubelle quand, à côté, il y a bien des familles qui passent des journées entières ne sachant quoi manger ?

Le « kandza », le « olèbè », le « mbalé », le « mbongui », ce sont des hangars dans nos langues vernaculaires. Ces cadres symbolisent la solidarité agissante qui a longtemps existé dans nos villages, mais actuellement en voie de disparition dans nos villes. Est-ce la ville qui a détruit la solidarité africaine élargie ou c'est l'égoïsme de certains citadins qui se cachent derrière le caractère dépensier de la famille élargie ? En clair, ceux qui rejettent la sociabilité villageoise le font sciemment car si une situation ennuyeuse leur arrive, ils crient toujours au nom de la solidarité, de l'amour, de l'altruisme et de l'entraide qui doit relier des hommes.

En réalité, la solidarité agissante devrait continuer pour une meilleure cristallisation du « vivre ensemble ». La ville n'est pas la cause réelle de la disparition de cette solidarité, c'est plutôt l'égoïsme des hommes.

Suivez mon regard !

Faustin Akono

EDUCATION

Des enseignements bâclés dans certains établissements ponténégrins

De nouveaux programmes lancés dans des classes d'examen poussent certains enseignants à monter pêle-mêle des fascicules qui ne sont pas expliqués, suscitant des lamentations des parents d'élèves.



Le siège de l'InrapDR

Des séminaires d'imprégnation des nouveaux programmes organisés en début d'année scolaire n'ont pas du tout permis aux enseignants de mieux les assimiler, le temps ayant été court. Par conséquent, certaines écoles prennent sans aucune mesure. « Comment comprendre que celui qui doit dispenser le cours puisse le faire sans difficultés quand lui-même ne le comprend pas ? C'est là un véritable problème car la formation des formateurs a été biaisée dès le départ par le temps très court accordé aux différents séminaires d'imprégnation des nouveaux programmes », s'est plaint un directeur des études d'un établissement scolaire.

Pour de nombreux parents interrogés sur la question,

cette année scolaire devrait être charnière pour permettre aux enseignants de bien assimiler les chapitres des nouveaux programmes. A cette allure, des apprenants auront des difficultés aux différents examens d'Etat.

Les fascicules non expliqués montés par certains enseignants sont des extraits des chapitres des nouveaux programmes qui ne sont pas encore bien assimilés par eux-mêmes. Pourtant, ils imposent aux élèves de les acheter. L'Institut national de recherche et d'action pédagogiques (Inrap) et le ministère en charge de l'éducation devraient, comme le souhaitent certains parents, tenir compte des difficultés rencontrées par des élèves à cause du manque d'assimilation de ces nouveaux programmes par des éducateurs

eux-mêmes.

Notons que l'Inrap a pour missions, entre autres, d'orienter et d'innover les activités pédagogiques des écoles de métiers dont il assumait la tutelle; d'assurer la formation permanente des enseignants, notamment par le biais des cours par correspondance et d'univers pédagogique; de doter des écoles des manuels et matériels didactiques conformes à l'esprit de l'école du peuple. Il est également chargé de recevoir, d'animer et de promouvoir les actions pédagogiques de tous les types d'enseignants; d'assurer l'encadrement et le contrôle pédagogique des enseignants; de renforcer et de faire une diffusion abondante des informations dans le domaine pédagogique.

Faustin Akono

**UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ADRESSER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT**

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr



www.lesdepechesdebrazzaville.fr

DIPLOMATIE

Denis Sassou N'Guesso invité à la 24^e session ordinaire de la CEEAC

Le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, a accordé, le 28 février à Pointe-Noire, une audience au ministre des Affaires étrangères de la Guinée équatoriale, Siméon Oyono Esono Angue, porteur d'un message du président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo.

Le patron de la diplomatie équato-guinéenne a transmis au président de la République le message de son homologue de la Guinée équatoriale, Teodoro Obiang Nguema, président en exercice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC). Un message qui a trait à l'organisation prochaine à Malabo, la capitale de la Guinée équatoriale, de la 24^e session ordinaire de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEEAC.

« Le sommet de la CEEAC se tiendra le 9 mars à Malabo. En attendant cette date, le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement a déjà commencé avec la réunion technique, dans le cadre de la paix et de la sécurité, de la justice et du commerce. Le président Obiang m'a chargé d'inviter son excellence Denis Sassou N'Guesso pour y assister », a déclaré le diplomate guinéen, au sortir de l'audience.



Poignée de main entre Denis Sassou N'Guesso et Siméon Oyono Esono Angue/DR

« Le sommet de la CEEAC se tiendra le 9 mars à Malabo. En attendant cette date, le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement a déjà commencé avec la réunion technique, dans le cadre de la paix et de la sécurité, de la justice et du commerce. Le président Obiang m'a chargé d'inviter son excellence Denis Sassou N'Guesso pour y assister »

Hormis les questions sous-régionales, Denis Sassou N'Guesso et Siméon Oyono Esono Angue ont évoqué également celles bilatérales entre le Congo et la Guinée équatoriale, deux pays qui entretiennent d'excellentes relations diplomatiques et de coopération.

Signalons que la 24^e session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEEAC sera organisée sur le thème « *La CEEAC à la croisée des chemins : vers la consolidation de la réforme pour relever les défis de l'intégration régionale en Afrique centrale* ».

L'objectif général de cette rencontre est de s'assurer du fonctionnement régulier des institutions de la communauté, de contrôler et de suivre la mise en œuvre des politiques ainsi que des décisions approuvées par les instances communautaires. Elle est précédée par des réunions préparatoires.

Yvette Reine Nzaba

RÉFLEXION

La sauvagerie humaine...

Lorsque ce nouveau millénaire a débuté, il y a donc vingt-quatre ans, nous étions nombreux, très nombreux de par le vaste monde à penser que les avancées scientifiques et technologiques en cours permettraient à l'humanité d'asseoir la paix et le progrès de son espèce sur des bases enfin solides. Autrement dit permettrait enfin de résoudre pacifiquement les problèmes auxquels elle était confrontée.

Mais, hélas ! c'est exactement le contraire qui se déroule sous nos yeux avec tout particulièrement la série de drames humains de plus en plus effrayants que provoque la guerre entre les Palestiniens et les Israéliens dans la Bande de Gaza. Une série de drames derrière lesquels se dissimule en réalité de moins en moins un conflit de vaste envergure qui impliquera tôt ou

tard l'Iran, l'Europe, les Etats-Unis, la Russie, l'Inde, la Chine, autrement dit les grandes puissances de ce temps et qui pourrait provoquer un séisme pire que les deux guerres mondiales du siècle précédent.

Ce que nous apprend, ou plutôt nous confirme la série d'événements dramatiques qui provoque aujourd'hui la mort de milliers, de dizaines de milliers, de centaines de milliers d'êtres humains, c'est bien le fait que loin de mettre les avancées scientifiques et les nouvelles technologies au service de la paix entre les peuples, le progrès aggrave leurs tensions et menace de plus en plus directement la paix mondiale. Avec en perspective la menace planétaire qui surgira inévitablement de l'intelligence dite « artificielle » dont on célèbre partout la grande avancée mais qui, en réali-

té, s'avèrera très destructrice dans le proche avenir.

Osons donc regarder la vérité en face avant que le pire ne se produise sur la scène mondiale : l'homme moderne est incapable de gérer ses mauvais instincts. Plus il avance dans la maîtrise des technologies, plus il aggrave le risque de se détruire. Mieux vaut en prendre conscience sans tarder et donc mettre en place avant qu'il soit trop tard les dispositifs qui lui permettront de résoudre pacifiquement les conflits qui opposent ses peuples.

Une prise de conscience collective et planétaire que les grandes religions présentes sur les cinq continents de la planète devraient inscrire en tête de leurs actions collectives, ce qui ouvrirait enfin les yeux de l'opinion mondiale.

Jean-Paul Pigasse